



Gestion des catastrophes naturelles au Maroc: Un « désordre institutionnel » selon la BM

Gestion des catastrophes naturelles au Maroc: Un « désordre institutionnel » selon la BM Les catastrophes naturelles au Royaume continuent de détruire les infrastructures et faire des victimes sur leur passage. Les récentes inondations qu'a connues la région du Sud ont causé le décès de 7 personnes, à Douar Tizrt dans la province de Taroudant. Les victimes assistaient à un match de foot qui se jouait sur un terrain construit sur « une rivière ». Faute des autorités compétentes de la région, d'infrastructure digne de ce nom ou de sensibilisation de cette population délaissée face à son propre sort ? La réponse à cette question n'est pas aussi simple. Cela dit, la gestion des catastrophes naturelles au Maroc laisse à désirer et pâtit d'un « désordre institutionnel », comme l'avait bien qualifié la Banque Mondiale dans un ancien rapport. En 2016, l'institution financière avait d'ores et déjà alerté sur le fait que les Marocains n'étaient pas suffisamment conscients ni sensibilisés par rapport à leur exposition aux risques liés aux catastrophes naturelles, notamment les populations les plus pauvres, moins instruites et qui disposent de moyens limités pour se protéger, comme le cas de plusieurs Douar et villages de la région du Sud, mais aussi plusieurs provinces du Nord, souvent exposées aux séismes. En effet, du côté de la région du Nord, une enquête relative à la perception collective des risques dans quatre communes dont Al Hoceima, Taounate et Chaouen a démontré que « généralement » la population est consciente des risques des catastrophes naturelles à hauteur de 84% des personnes interrogées ayant leur propre



habitation et qui souhaitent limiter d'éventuels dommages. Cependant, souligne l'enquête de la BM, cette population sondée reste mal informée des risques spécifiques auxquels elle est exposée. 89% des personnes interrogées considèrent que les inondations sont les principaux risques auxquels elles sont exposées, malgré le fait qu'elles habitent dans une zone fortement sismique, comme le cas d'Al Hoceima. En revanche, 81% des personnes sondées estiment que la gestion des risques liés aux catastrophes naturelles relève des pouvoirs publics aux niveaux local et national. Toutefois, l'enquête révèle que les personnes sondées ont reconnu vouloir être un acteur dans la gestion des risques de catastrophes naturelles par des actions communautaires. Sous l'effet du changement climatique qui touche non seulement le Maroc, mais le monde entier, le Royaume est de plus en plus exposé au risque de catastrophes naturelles, qui peuvent engendrer de graves conséquences humaines et économiques. Selon la BM, chaque année, les pertes associées aux catastrophes naturelles s'élèvent à 7,8 milliards de MAD en moyenne. De quoi construire des infrastructures qui tiendront des décennies. Dans ce sens, la Banque mondiale a insisté sur la nécessité « d'adopter une approche proactive de gestion de risques des catastrophes naturelles » en sensibilisant la population, surtout les personnes les plus touchées, à l'existence de ces risques et en leur fournissant les moyens et outils adéquats pour se préparer à d'éventuelles catastrophes naturelles au niveau local. Source web Par le hespress